

## CONVENTION D'ETUDES

Entre :

**Epareca**, Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de Relance pour la Ville et du décret n°97-130 du 12 février 1997 portant sur l'organisation EPARECA, ayant son siège 12, place Saint-Hubert à LILLE (59), représenté par sa Directrice Générale, Madame **Valérie LASEK**, nommée à ces fonctions par un arrêté interministériel du 11 avril 2016 et domiciliée en qualité audit siège

Ci-après dénommé "**Epareca**",

Et :

### **La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées**

Représentée par son Président M. Gérard TREMEGE], agissant aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du [X] rendue exécutoire le [X]

Ci-après dénommée "La CA TLP »

**La Ville de Lourdes**, ayant son siège 2 rue de l'hôtel de ville, représentée par son Maire, Josette BOURDEU, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 13/12/2019

Ci-après dénommée « **la ville de Lourdes** »

Et :

**La Caisse des Dépôts et Consignations**, Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007

PARIS,

Représentée par [•], Directeur Régional/Interrégional [•], agissant en vertu d'un arrêté de délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du [•],

Ci-après dénommée "**La Caisse des Dépôts**"

Ci-après désignées ensemble les « Parties ».

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20191218-CC181219\_19a-AU  
Date de télétransmission : 23/12/2019  
Date de réception préfecture : 23/12/2019







<b>CONTEXTE DE L'INTERVENTION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 : OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>TITRE 1 : PHASE D'ETUDES PREALABLES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : LES ETUDES QUI SERONT ENGAGEES IMMEDIATEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : MODALITES DE REALISATION DES ETUDES .....</b>	<b>5</b>
3.1 - Sélection du prestataire .....	5
3.2 - Collaboration entre les Parties .....	5
3.3 - Suivi de chaque Etude .....	5
3.3.1 Engagements d'Epareca : .....	5
3.3.2 Engagements des collectivités .....	5
3.3.3 Engagements de la Caisse des dépôts .....	5
3.4 - Livrables .....	6
<b>ARTICLE 4 : EVALUATION DE LA PREMIERE PHASE D'ETUDES PREALABLES .....</b>	<b>6</b>
<b>TITRE 2 : PHASE D'ETUDES ET DE DIAGNOSTICS PRE-OPERATIONNELS.....</b>	<b>6</b>
<b>TITRE 3 : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>6</b>
5.1- Subvention .....	7
5.2 - Modalités de versement .....	7
5.3 - Utilisation de la subvention .....	7
<b>ARTICLE 6 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....</b>	<b>7</b>
6.1 : Responsabilité .....	7
6.2 : Assurances .....	8
<b>ARTICLE 7 : COMMUNICATION .....</b>	<b>8</b>
7.1 - Communication .....	8
7.1.1 - Mention de la Caisse des Dépôts et de la [Ville de Lourdes et de la CA TLP] .....	8
7.1.2 - Autorisation d'utiliser des logotypes .....	9
<b>ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RESULTATS.....</b>	<b>9</b>
8.2.1 - Utilisation des documents par la Caisse des Dépôts et par [Ville de Lourdes et de la CA TLP] .....	9
8.2.2 - Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts et de [Ville de Lourdes et de la CA TLP] par Epareca .....	9
<b>ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 : RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
11.1 - Résiliation pour force majeure .....	11
11.2 - Résiliation pour faute .....	11
11.3 - Résiliation pour abandon du projet.....	11
11.4 - Effets de la résiliation .....	11
11.5 - Restitution .....	11
<b>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>12</b>
12.1 - Modification de la Convention .....	12
12.2 - Nullité .....	12
12.3 - Renonciation .....	12
12.4 - Election de domicile .....	12
12.5 - Droit applicable - Règlement des litiges .....	12
12.6 - Cession des droits et obligations issus de la Convention .....	12
<b>ANNEXE 1 – CAHIER DES CHARGES DE L'ÉTUDE .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 2 - MODALITES FINANCIERES.....</b>	<b>15</b>



ANNEXE 3 - LOGO.....	16
----------------------	----







**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

## **CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

La problématique commerciale

Lourdes est une commune de 14 361 habitants (chiffre Insee de 2019) qui fait partie de la nouvelle communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, créée le 1er janvier 2017, qui comprend 86 communes réunissant environ 128 000 habitants sur une surface de 615 km<sup>2</sup>, ce qui en fait la cinquième plus grande agglomération de la région Occitanie.

Centre de pèlerinage catholique depuis les « apparitions de Lourdes » en 1858, elle accueille chaque année près de 3,5 millions de pèlerins ou visiteurs venus du monde entier selon le Secrétariat Général des Sanctuaires, dont environ 60 000 malades et invalides.

Avec un parc hôtelier de plus de 12 000 chambres et près de 22 200 lits pour 170 hôtels, Lourdes est la deuxième ville hôtelière de France, après Paris. L'économie lourdaise se partage entre deux grands secteurs, celui dédié au tourisme et au pèlerinage d'une part et celui consacré aux activités commerciales et industrielles.

Lourdes fait partie des 222 villes moyennes retenues dans le cadre du programme national de revitalisation des centres villes baptisé « Action Cœur de Ville (ACV) ».

La ville semble souffrir d'une spécialisation de l'offre due à l'omniprésence des magasins de souvenir lié au pèlerinage et à une césure entre la ville basse et la ville haute.

Les commerces du centre-ville lourdaise sont principalement organisés de façon linéaire le long de l'axe rue Saint Pierre / rue Lafitte. Toutes les vitrines des trois équipements commerciaux locomotives du centre-ville (Monoprix, Espace Culturel) donnent sur cet axe marchand particulièrement long (près de 400 mètres séparent le bâtiment de la Poste marquant l'entrée de la place Peyramale du site des Halles). Il se poursuit au-delà des Halles vers l'Hôtel de Ville et au-delà, avec des typologies commerciales plus proches de l'activité de faubourgs (restauration rapide, bazars) que de celle d'un centre-ville. Le linéaire marchand est cependant diffus, il se prolonge le long de rues secondaires (rue de la Halle, débuts des avenues du Général Leclerc et du Maréchal Joffre) qui rencontrent plus de difficultés (cellules vacantes, accessibilité moindre, faible visibilité). La rue de la Grotte assure la transition commerciale entre la ville haute et la ville basse.

La vacance commerciale du centre-ville est caractéristique d'une offre commerciale surdimensionnée et d'un appareil commercial vieillissant peu attractif (seulement 22 % d'enseignes nationales). Le centre-ville comprend 242 commerces et le taux de vacance est de 15 %.

Le remise en tension d'une boucle marchande resserrée sur la ville haute, qui pourrait intégrer la rue de la Grotte (lien entre les 2 parties du centre-ville), semble nécessaire pour permettre le renouvellement de l'offre commerciale en ciblant notamment des activités non alimentaires (équipement de la personne d'entrée de gamme, sport, jouets, bricolage en moyennes surfaces ...).

Lourdes étant situé sur un axe de flux touristiques à destination des stations de montagne, il est probable que certains commerces bien situés (notamment, pour les activités de restauration et de sports / loisirs) puissent s'implanter.

A ce titre, il y a lieu de conclure la présente convention entre les Parties afin d'y préciser les modalités pratiques et financières de leur participation au programme d'études et d'actions envisagé.

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre Epareca, la CA TLP, la ville de Lourdes et la Caisse des Dépôts pour la réalisation du programme et des actions ci-après décrites avec pour finalité la validation d'un investissement par le conseil d'administration d'Epareca permettant la mise en œuvre de l'objet de la saisine d'Epareca par la collectivité.

## **TITRE 1 : PHASE D'ETUDES PREALABLES**

### **ARTICLE 2 : LES ETUDES QUI SERONT ENGAGEES IMMEDIATEMENT**

Les perspectives d'évolution de l'ensemble immobilier ou de l'offre commerciale ou artisanale du quartier, objet des études et autres diagnostics, s'envisagent dans un premier temps en fonction du potentiel commercial ou artisanal de son environnement.

Dans ce cadre, les premières études suivantes seront réalisées :

Etude commerciale basée, le cas échéant, sur des enquêtes de comportement d'achat afin d'estimer le marché potentiel et les chiffres d'affaires par activité.

Suivant les résultats favorables de cette première étude, ou simultanément,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_19a-AU Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
---



Etude juridique et foncière basée, le plus souvent, sur des rencontres avec les commerçants et les propriétaires afin de disposer d'une analyse de la copropriété et des droits immobiliers attachés à chaque local, d'estimer l'ensemble des coûts d'une éventuelle maîtrise foncière et de connaître les projets à court et moyen terme des intéressés.

Analyse du potentiel en immobilier d'entreprises afin de calibrer le projet futur en fonction de l'offre et de la demande à l'échelle du bassin d'emploi,

### ARTICLE 3 : MODALITES DE REALISATION DES ETUDES

#### 3.1 - Sélection du prestataire

La réalisation de l'Etude commerciale est confiée au **Cabinet retenu par l'EPARECA** (Ci-après le **Prestataire** »).

La réalisation de l'Etude juridique et foncière est confiée au **Cabinet retenu par l'EPARECA** (Ci-après le **Prestataire** »).

La réalisation de l'Etude de potentiel en immobilier d'entreprises est confiée au **Cabinet retenu par l'EPARECA** (Ci-après le « **Prestataire** »).

Les Prestataires ont été sélectionnés par Epareca dans le respect des règles légales et réglementaires applicables à la commande publique. A ce titre, il prend à sa charge le versement de leur rémunération.

#### 3.2 - Collaboration entre les Parties

Epareca est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation des Etudes. Il prend à sa charge la relation avec chaque Prestataire.

Il indique avoir déjà conclu toute convention utile pour la réalisation de ces études et l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés.

#### 3.3 - Suivi de chaque Etude

##### 3.3.1 Engagements d'Epareca :

Epareca s'engage à faciliter le bon déroulement des études conjointement décidées et dans tous les cas à ne pas faire obstacle à leur réalisation.

En particulier, il s'engage à :

Informier régulièrement la Caisse des Dépôts, la Lourdes et la CA TLP du déroulement des études engagées en leur transmettant tout information ou document nécessaire à la bonne appréhension par les parties des Livrables attendus;

Recueillir toute information ou observations des parties utiles à la finalisation des études engagées ;

Transmettre à la Caisse des Dépôts, à la ville de Lourdes et à la CA TLP les Livrables, tel que visés à l'article 3.4 ci-après ;

##### 3.3.2 Engagements des collectivités

La Ville de Lourdes et la s'engagent à faciliter le bon déroulement des études conjointement décidées et dans tous les cas à ne pas faire obstacle à leur réalisation.

En particulier, dans l'hypothèse où les études envisagées comporteraient des rencontres individuelles avec les commerçants et/ou les propriétaires, la Ville de Lourdes et/ou la CA TLP s'engagent à organiser une réunion publique de lancement de la mission en présence des intéressés ou, à défaut, à remettre aux commerçants et aux propriétaires une lettre accréditive signée par l'Elu référent présentant la démarche et l'intervenant.

##### 3.3.3 Engagements de la Caisse des dépôts

La Caisse des Dépôts s'engage à faciliter le bon déroulement des études conjointement décidées et dans tous les cas à ne pas faire obstacle à leur réalisation.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_19a-AU Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
---



#### 4 - Livrables

Les résultats attendus et le calendrier des études sont précisés dans le cahier des charges en annexe 1.

L'ensemble des résultats et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « Livrables ».

Les Livrables seront transmis et exposés aux parties par Epareca ou ses prestataires.

#### **ARTICLE 4 : EVALUATION DE LA PREMIERE PHASE D'ETUDES PREALABLES**

A l'issue des conclusions présentées des études réalisées au titre de cette première phase et au regard du scénario d'intervention présenté, les parties décident soit :

1- de constater l'absence de conditions favorables nécessaires à la réalisation et la pérennité de l'investissement souhaité, objet de la saisine d'Epareca.

Dans ces conditions les parties décident de mettre fin au partenariat issu de la présente convention qui prendra fin suivant les conditions de l'article 10 ci-après exposé,

2- d'estimer que les conditions sont réunies pour poursuivre leur partenariat avec la réalisation d'études et diagnostics pré-opérationnels dont l'objectif sera la réalisation d'un ensemble immobilier suivant la saisine initiale d'Epareca avec validation d'un investissement par son conseil d'administration.

## **TITRE 2 : PHASE D'ETUDES ET DE DIAGNOSTICS PRE-OPERATIONNELS**

Dans le cas où les parties décideraient de poursuivre leur partenariat à l'issue de la phase d'études préalables, une seconde phase d'Etudes et de Diagnostics dits pré-opérationnels fera l'objet d'un avenant à la convention comprenant la liste des études et diagnostics nécessaires et les modalités pratiques et financières identiques à celles précisées pour les Etudes préalables aux articles 5.2 et 5.3.

Les études et diagnostics techniques ci-après mentionnés sont présentés à titre indicatif et seront à adapter suivant les conclusions des premières études réalisées et les visites de site par les parties :

géomètre

études de sol (géotechniques et pollution)

diagnostics approfondis du ou des bâtiments

faisabilité architecturale et notamment test de capacité, esquisse, avant-projet sommaire, etc.

autres : programmiste, expertise juridique particulière, expertise financière particulière (liste non exhaustive), de façon générale toutes actions d'étude ou d'expertise nécessaires à la décision de réaliser l'opération.

## **TITRE 3 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES**

Le montant prévisionnel de cette étude est de 17 150 euros, elle comprendra notamment une enquête comportement d'achat réalisée sur site, une analyse des flux et du fonctionnement urbain, une analyse du potentiel marchand et une programmation, autant d'éléments complémentaires à l'étude Bérénice.

En fonction des conclusions de l'étude précédemment évoquée, il conviendra de lancer une Etude Juridique et Foncière (EJF) qui nous permettra de cibler les opportunités et les duretés foncières et d'apprécier les intentions patrimoniales des propriétaires des cellules commerciales/activités ou immeubles susceptibles d'être acquis par la puissance publique. Cette étude nous permettra de cibler le foncier qui constituera le programme de l'opération diffuse portée par EPARECA.

Elle devra être couplée avec une étude technique visant à bénéficier d'un diagnostic de l'état des locaux, du coût du remembrement des cellules qui nous permettra d'avoir une offre attractive en immobilier commercial + une estimation du coût des travaux.

Le montant de l'étude EJF + de l'étude technique sera d'un montant maximum de 50 000 euros. Le montant sera actualisé en fonction du nombre de parcelles identifiées lors de l'étude de potentiel commercial.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_19a-AU Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
---



L'ensemble du programme d'études proposé sera cofinancé par tiers entre la collectivité, la CDC et Epareca.

Le coût des Etudes préalables engagées est détaillé en annexe 2 ainsi que le budget global, l'identité des financeurs et leur pourcentage respectif de financement. Il en sera de même pour tout avenant portant sur toute étude / diagnostic supplémentaire validé par les parties.

#### 5.1- Subvention

Au titre des Etudes préalables, les Parties ont convenu que :

la Caisse des Dépôts versera à Epareca une subvention de 1/3 du coût total HT des études majoré au taux de TVA en vigueur ;

la Ville de Lourdes et CA TLP versera à Epareca une subvention de 1/3 du coût total HT des études majoré au taux de TVA en vigueur ;

Epareca prendra en charge le reste du budget total, tel que visé en annexe 2

#### 5.2 - Modalités de versement

La subvention de chaque Partie sera versée en une seule fois au terme de chaque étude réalisée et ce dans la limite de X% du coût total HT des études majoré au taux de TVA en vigueur tel que précisé à l'article 5.1.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, CA TLP au titre de la phase d'Etudes préalables convenues dans la présente Convention. Ce montant est ferme.

Epareca devra fournir, lors de l'appel de fonds, une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre de chacune des études effectivement réalisées.

La Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP verseront le montant de la subvention, après réception de l'appel de fonds.

La Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP se réservent la possibilité de ne pas donner suite à l'appel de fonds si Epareca n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution des Etudes dans les conditions de l'article 3.3 de la présente convention.

Ces modalités de versement seront applicables à tout avenant portant sur la réalisation d'études et diagnostics pré opérationnels.

#### 5.3 - Utilisation de la subvention

La subvention versée par la Caisse des Dépôts et par la Ville de Lourdes, la CA TLP telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation de chacune des Etudes effectivement réalisées.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts et à la Ville de Lourdes, la CA TLP sur simple demande de ces dernières.

### **ARTICLE 6 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

#### 6.1 : Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de la présente convention est initié, coordonné et mis en œuvre par Epareca qui en assume l'entière responsabilité.



Les publications et bilans issus de chaque Etude réalisée (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous sa responsabilité éditoriale.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts et Ville de Lourdes, la CA TLP ne sauraient assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par Epareca, de ladite subvention, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à son activité.

Epareca s'engage notamment à respecter et à faire respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend.

Les Parties conviennent que chaque Prestataire est entièrement responsable de l'exécution de l'Etude dont il a en charge la réalisation et de l'ensemble des travaux nécessaires pour la mener.

En conséquence, Epareca ne pourra rechercher la responsabilité de la Caisse des Dépôts et de la Ville de Lourdes, la CA TLP en cas de mauvaise exécution d'une Etude.

## 6.2 : Assurances

Epareca s'assure que chaque Prestataire bénéficie d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de l'Etude confiée. Epareca s'engage à ce que chaque Prestataire maintienne cette assurance et puisse en justifier à la Caisse des Dépôts et à la Ville de Lourdes, la CA TLP à première demande.

## **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

### 7.1 - Communication

#### 7.1.1 - Mention de la Caisse des Dépôts et de la Ville de Lourdes, la CA TLP

Epareca s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de 15 jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts et de la Ville de Lourdes, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale, relative à l'Etude, objet des présentes.

La Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP pourront, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elles estimeront de nature à porter atteinte à leur image, à leur renommée ou à leurs intérêts quels qu'ils soient, ou demander à ce que leur soutien soit mentionné.

Dans ce dernier cas, Epareca s'engage à apposer ou à faire apposer par le Prestataire, en couleur, le logotype du Groupe Caisse des Dépôts tel que visé à l'article 7.1.2, ou de la Ville de Lourdes, la CA TLP et à ce qu'il soit fait mention par Epareca ou le Prestataire, du soutien de la Caisse des Dépôts et de la Ville de Lourdes, la CA TLP pour la réalisation de l'Etude, sous une forme préalablement déterminée entre les Parties, par écrit, sur les supports de communication, d'information et de promotion réalisés dans le cadre de l'exécution de la Convention. Dans ce cas, le format et l'emplacement des mentions visées par le présent article seront déterminés d'un commun accord entre les Parties. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions attribuées aux éventuels autres partenaires d'Epareca dans le cadre de l'Etude.

De manière générale, chacune des parties à la présente convention s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de ses cocontractants.

En outre, chacune des parties s'engage à informer ses cocontractants de tout projet d'action promotionnelle concernant l'un de ses autres partenaires.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, de la Ville de Lourdes, la CA TLP et d'Epareca, par l'une des Parties, non prévue par le présent article, est interdite.

#### 7.1.2 - Autorisation d'utiliser des logotypes

Aux seules fins d'exécution des obligations visées à l'article 7.1.1 [Mention de la Caisse des Dépôts], les parties s'autorisent mutuellement dans le cadre de l'exécution de la convention et pendant la durée fixée à l'article 10 ci-après :

D'une part, à utiliser:

la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 18-4.456.085 (version identitaire du logotype Banque des Territoires), et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires & logo » n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative "Groupe Caisse des Dépôts" et logo n° 16/4.250.914 la marque française semi-figurative GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe;

le logo de Ville de Lourdes, la CA TLP joint en annexe,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_19a-AU Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
---



le logotype d'Epareca joint en annexe.

D'autre part, à faire mention des contributions respectives sous une forme qui aura reçu leur accord préalable et écrit dans les conditions déterminées à l'article 7.1.1 de la présente convention.

A l'extinction des obligations visées par l'article 7.1.1, les parties s'engagent à cesser tout usage de leurs signes distinctifs sauf accord exprès écrit contraire.

## **ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RESULTATS**

### 8.2.1 - Utilisation des documents par la Caisse des Dépôts et par la Ville de Lourdes, la CA TLP

Dans le cadre de la Convention, Epareca autorise expressément la Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP à reproduire, représenter, et diffuser les Livrables sur tous supports et par tous moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication exclusivement interne pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces Livrables et pour une exploitation à titre gratuit.

En conséquence, Epareca s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit ses cocontractants contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle.

Epareca s'engage notamment à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre ses cocontractants au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

### 8.2.2 - Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts et de la Ville de Ville de Lourdes, la CA TLP par Epareca

La Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP autorisent expressément Epareca à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts et la Ville de Lourdes, la CA TLP et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge d'Epareca en vertu de la présente Convention.

## **ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE**

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « Informations Confidentielles »), qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement :

les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,

les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.



## ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée déterminée, qui s'achèvera après le versement en son intégralité de la subvention de la Caisse des Dépôts et de la ville de Lourdes et la CA TLP tel que prévu à l'article 5.2.

Le versement de la subvention devra intervenir en tout état de cause dans les six (6) mois suivant la date d'achèvement de chaque Etude, sous réserve des stipulations des articles 7, 8, 9, et 11.3, qui resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelles que soient les causes de terminaison de la Convention.

## ARTICLE 11 : RESILIATION

### 11.1 – Résiliation pour force majeure

Si Epareca se trouve empêché, par un événement de force majeure, de faire réaliser l'Etude, la Convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la Caisse des Dépôts et à la ville de Lourdes et la CA TLP par lettre recommandée avec avis de réception de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

### 11.2 – Résiliation pour faute

La présente Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution, **par l'une des Parties**, de ses obligations contractuelles.

Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à la Partie défaillante et restée sans effet.

### 11.3 – Résiliation pour abandon du projet

La présente Convention sera résiliée de plein droit si la collectivité venait à décider d'abandonner le projet, objet de la saisine d'Epareca quel qu'en soit le motif.

Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à la Partie défaillante et restée sans effet.

### 11.4 - Effets de la résiliation

En cas de résiliation anticipée de la Convention, dans les cas visés aux articles 11.1 et 11.2 ci-dessus, la subvention de la Caisse des Dépôts et de la ville de Lourdes et la CA TLP restant due à la date d'effet de la résiliation est liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés.

Le cas échéant, Epareca est tenu au reversement des sommes indûment perçues.

### 11.5 - Restitution

Les sommes versées par la Caisse des Dépôts et par la ville de Lourdes et la CA TLP conformément à l'article 5 ci-dessus, et pour lesquelles Epareca ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des Dépôts et à la ville de Lourdes et la CA TLP et ce, sur simple demande de ces dernières.

De la même manière, les sommes versées par Epareca conformément à l'article 5 ci-dessus lui seront restituées sans délai et sur simple demande en cas de résiliation pour faute au sens de l'article 11.2 ci-dessus et par le cocontractant à l'origine de ladite résiliation.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, Epareca devra remettre à la Caisse des Dépôts et à la ville de Lourdes et la CA TLP dans les huit (8) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et la ville de Lourdes et la CA TLP et qu'Epareca détiendrait au titre de la Convention.



## ARTICLE 12 : DISPOSITIONS GENERALES

### 12.1 - Modification de la Convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

### 12.2 - Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la présente Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

### 12.3 - Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

### 12.4 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente Convention, la Caisse des Dépôts fait élection de domicile en sa Direction régionale [•] située à Toulouse

La Ville de Lourdes fait élection de domicile à Lourdes

La CA TLP fait élection de domicile à Juillan

Epareca fait élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

### 12.5 - Droit applicable - Règlement des litiges

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Lille.

Pour l'attribution de juridictions, les parties conviennent d'être domiciliées au siège d'Epareca sis 12 place Saint-Hubert à Lille (59043).

### 12.6 - Cession des droits et obligations issus de la Convention

La Convention est conclue intuitu personae. En conséquence, aucune des Parties ne pourra transférer, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit des autres Parties.

Fait en trois (3) exemplaires,

A [•], le xx

Pour la **Ville de Lourdes**  
Le Maire

Pour l'**EPARECA**  
La Directrice Générale  
**Valérie LASEK**

Pour la **CA TLP**  
Le Président

Pour la **Caisse des Dépôts et Consignation**  
Le Directeur Régional



**ANNEXE 1 – CAHIER DES CHARGES DE L'ETUDE**







## ANNEXE 2 – MODALITES FINANCIERES

### Adresses

#### Pour la ville :

Ville de Lourdes

2 rue Maréchal Foch  
65 100 LOURDES

A l'attention du service comptabilité

#### Pour la Caisse des dépôts

Caisse des Dépôts

Direction de l'exécution des opérations financières, Caissier général DEOFF2

Plateforme d'exécution des dépenses

56, rue de Lille

75007 PARIS 07 SP

### Identité Bancaire

Le versement de la subvention est effectué par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire ouvert au nom d'EPARECA :

IBAN							BIC
FR76	1007	1590	0000	0010	1740	864	TRPUFRP1

### Plan de financement des Etudes de la première phase

<u>Financeurs</u>	<u>Modalités</u>	<u>Montant du cofinancement</u> <b>TTC</b>
EPCI de [•] Ville de [•]	1/3 du montant total	22 383 €
Caisse des Dépôts	1/3 du montant total	22 383 €
Epareca	1/3 du montant total	22 383€
	<b>Total subvention</b>	67 150 €

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20191218-CC181219\_19a-AU  
Date de télétransmission : 23/12/2019  
Date de réception préfecture : 23/12/2019







## ANNEXE 3 - LOGO

# Règles d'utilisation du logotype

- Le logo identitaire est le bloc-marque



Sa hauteur minimum : 13 mm du haut au bas de l'hexagone.  
Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.  
Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

- Il existe un autre format : le logo carré



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).  
Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.  
Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.









## Logotype de la Caisse des Dépôts : Marque GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,

quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;

sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille

## Marque et logo type de la ville de

## Marque et logo type d'EPARECA



Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20191218-CC181219\_19a-AU  
Date de télétransmission : 23/12/2019  
Date de réception préfecture : 23/12/2019











